



# Les musulmans tristes et désespérés

La gifle a été si forte que les musulmans de Suisse sont étourdis. Le chagrin et la déception n'empêchent pas un constat unanime: la solution au malaise est dans le dialogue. Mais comment se parler?

Sylvie Arsever

## Que s'est-il passé?

Déception, tristesse. Choc, surtout: «Il nous faudra d'abord digérer ce résultat», répond Ufuk Ikitepe, conseiller communal et président de l'association turque à Moudon lorsqu'on lui demande comment il voit l'avenir. Il n'est pas le seul, parmi les musulmans de Suisse, à être encore étourdi, quelques heures après la communication du résultat du vote sur les minarets, par la gifle reçue.

Une gifle qui «fait mal», commente l'ancien porte-parole de la mosquée de Genève Hafid Ouardiri: «Les minarets ne sont qu'un prétexte, ce sont les musulmans qui sont rejetés. Nous sommes désormais en liberté surveillée.»

## Un message de rejet

«On ne veut pas de vous», c'est bien ainsi, craint Bashkim Iseni, chercheur à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne, spécialiste des mouvements nationaux dans les Balkans, que le résultat risque d'être interprété. Un message d'autant plus cuisant lorsqu'il s'adresse à des gens qui font tout pour s'intégrer et qui, pour beaucoup, croyaient y être parvenus.

Choquée, Lucia Dahlab, vice-présidente de l'Union des organisations musulmanes de Genève



**Ufuk Ikitepe:**  
«La burqa, c'est une coutume afghane, ce n'est pas l'islam.»

(UOMG), l'est aussi en tant que citoyenne suisse: «Aujourd'hui, nous avons une loi discriminatoire. Je n'avais jamais associé la Suisse à ce genre de choses: pour moi, c'était un phénomène du passé ou de pays lointains. Et lorsque ça commence comme ça, ça peut aller très loin...»

Mais que s'est-il donc passé? A l'instar de Hafid Ouardiri, qui déplore la victoire d'une «politique de la peur et du mensonge», beaucoup s'en prennent à l'instrumentalisation d'angoisses qu'il aurait appartenu à la classe politique de mieux désamorcer plutôt que de les traiter par le mépris. Bashkim Iseni discerne même un mécanisme de rejet, sur le dos des musulmans, d'un métissage désormais incontournable, un repli identitaire sur une impossible «Suisse blanche». Une opération réalisée par l'exploitation de peurs que, reconnaît-il, «nous avons sans doute sous-estimées». Et dont certains jugent injuste d'avoir à rendre compte: «La

burka, s'insurge Ufuk Ikitepe, ce n'est pas l'islam, c'est une coutume afghane.»

## Des excès à dénoncer

Les musulmans de Suisse se sont-ils insuffisamment distanciés des excès qui se commettent, ailleurs, au nom de l'islam? Oui, répond sans hésiter Stéphane Lathion, chercheur aux Universités de Lausanne et de Fribourg, membre du Groupe de recherche sur l'islam en Suisse (GRIS). «Les musulmans modérés ont peur de s'afficher. Certains ont de la famille dans des pays où des propos trop critiques peuvent lui causer du tort. D'autres ont tout simplement peur de se faire traiter d'ignorants par des gens qui, comme Hani Ramadan, prétendent incarner le vrai islam. Mais il faudra qu'ils aient le courage de faire en public les critiques qu'ils formulent entre eux. Il n'y a plus le choix.»

L'UOMG, note Lucia Dahlab, a justement mis la réflexion sur ce problème à l'ordre du jour d'une prochaine séance. Mais, relève-t-elle, le monde politique porte sa part de responsabilité: «Les discours se superposaient: les uns disaient «l'islam pose problème, il

faut interdire les minarets» et leurs adversaires répondaient: «l'islam pose problème mais il ne faut pas interdire les minarets». Les gens ont retenu que l'islam pose problème.»



**Erkan Oege:**  
«Nous devons nous efforcer de donner le meilleur.»

où des efforts sont menés en ce sens, ont voté contre l'initiative.»

## Risque de repli

Quelles relations demain entre la Suisse et ses musulmans? Le danger de repli identitaire est pointé par tous, surtout, note Bashkim Iseni, pour «des gosses qui sont nés ici, qui n'ont pas le lien culturel fort avec leur pays d'origine et qui risquent de se replier sur une identité défensive organisée autour de la foi».

Si c'est là qu'ils voient le danger, ce n'est pas la voie que favorisent nos interlocuteurs. Au-delà de la tristesse et du découragement, le constat est unanime: si peu payant qu'il se soit avéré jusqu'ici, il faudra reprendre le dialogue.

Mais comment? Comme le souligne Lucia Dahlab, «pour dialoguer, il faut être deux. Et lorsque vous défendez les crèches d'entreprise et le droit au travail des femmes avec un foulard sur la tête, on ne vous croit pas beaucoup». Face au poids écrasant des stéréotypes, tous se montrent désespérés.

## Dialoguer, mais comment?

«Si vous commencez votre discours en disant que l'islam est une religion de paix, votre interlocuteur cesse d'écouter, commente Erkan Oege, enseignant à Lausanne et musulman croyant. C'est

inaudible. Il faut arriver à communiquer ce désir de paix autrement. Mais la communauté musulmane a cette difficulté qu'elle est composée de personnes qui sont arrivées relativement récemment. Elles ne maîtrisent ni les codes politiques ni les codes culturels. Beaucoup d'entre elles ont une expérience très pacifiée de leur vie de musulmans en Suisse mais ils ne savent pas comment la faire partager.»

A l'occasion de la campagne, certains ont essayé. Ils ont noué aussi, relève Lucia Dahlab, des liens avec des organisations antiracistes avec lesquelles la collaboration pourra continuer. Et le résultat négatif de leurs efforts, paradoxalement, rend d'autant plus impératif de les poursuivre, estime Erkan Oege.

«Il y avait une rancœur sourde, non dite. Aujourd'hui, elle est sur la table et c'est une déchirure. Mais face à une telle déchirure, le

dialogue devient d'autant plus important. Nous ne devons pas nous dire: «Ils nous rejettent et nous humilient.» Mais nous efforcer de donner le meilleur de ce que nous pouvons offrir, en espérant la même chose en retour.»

Concrètement, estime l'enseignant vaudois, la peur ne se désarme pas par des discours politiques mais par un travail minutieux, lent, parfois fait de malentendus et de déchirements au terme duquel on apprend à se connaître et à se convaincre qu'on gagne à la fréquentation et aux échanges mutuels – un processus qui passe autant sinon plus par la culture, la musique, voire le sport que par le raisonnement.

Un exercice ambitieux, donc, qui se déroulera, note Lucia Dahlab, dans un climat tendu: «Les gens sont plus décomplexés. Il y a une quinzaine d'années, il était exceptionnel qu'on me fasse des remarques à propos de mon voile. Aujourd'hui, je me fais régulière-



ment apostropher.» Mais que les musulmans entreprendront aussi, forts des solidarités qui se sont manifestées au cours de la campagne: «Des représentants d'autres religions nous ont soutenu, des gens sont venus spontanément aujourd'hui nous dire qu'ils avaient voté non, qu'ils étaient tristes», relève Ufuk Iktepe.

## La victoire qui embarrasse l'UDC

Le parti a le triomphe modeste. Des divisions risquent de surgir

Dans une partie des rangs de l'UDC, le malaise est palpable. Si le parti se «réjouit», dans un communiqué officiel, du «oui clair» du souverain à l'initiative anti-minarets, beaucoup de démocrates du centre ont le triomphe bien plus modeste. Et certains semblent dépassés par l'événement. «Ce n'est pas l'UDC qui a lancé cette initiative populaire», s'empresse de préciser, de prime abord, la plupart des élus interrogés. Tous reconnaissent ensuite que le parti, qui a soutenu massivement ce texte lors de son assemblée générale du 3 octobre à Genève, a fini par en porter la responsabilité...

En réalité, l'initiative lancée par le Comité d'Egerkingen, composé de quatorze UDC et de deux membres de l'UDF, embarrasse le parti depuis le départ. Christoph Blocher lui-même n'a pas caché son opposition à ce texte. Il s'est

d'ailleurs éclipsé lors du vote des délégués à Genève. Quant au président de l'UDC, Toni Brunner, il n'a pas dit un mot sur cette question. Il n'empêche: en fin de compte, les démocrates du centre se sont finalement prononcés par 288 voix contre 3 et 3 abstentions en faveur de l'initiative anti-minarets. Et si le parti n'a, officiellement, pas mis un centime dans la campagne, ses rangs se sont fortement engagés en faveur du oui. «J'ai passé mon automne à punaiser des affiches», souligne ainsi le vice-président du parti, Yvan Perrin.

### Pas de nouvelles initiatives

«C'est vrai que le parti a fini par soutenir massivement ce texte...», reconnaît l'UDC bernois Jean-Pierre Graber. Avant d'ajouter qu'«il y a certainement eu beaucoup de gens à gauche qui ont également glissé un oui dans l'urne». Le sénateur démocrate du centre schaffhousois Hannes Germann résume toutefois

parfaitement l'état d'esprit d'une partie de sa formation: «J'aurais également été heureux si l'initiative avait récolté 49% d'avis positifs.»

L'UDC est-elle prête à assumer les conséquences de ce résultat? Le Vaudois Guy Parmelin s'efforce tant bien que mal d'en minimiser la portée. «Il faudra bien expliquer, à l'étranger, que les musulmans auront toujours le droit de pratiquer leur religion en Suisse. Car la portée émotionnelle de ce texte est bien moins forte que ce que ses opposants ont voulu faire croire.» Cela étant, admet Guy Parmelin, refusant de préciser s'il parle pour lui-même, «il y a certainement certains UDC qui souhaitent ce débat, mais qui sont aujourd'hui sur la réserve».

### Craintes pour l'économie

Yvan Perrin ne veut pas croire, lui non plus, à «un bouleversement majeur.» Mais selon le Neuchâtois, il n'est pas nécessaire de poursuivre avec d'autres initiatives de ce

type. «Ce n'est pas un message contre l'islam.» Quant aux éventuelles conséquences de ce oui, «s'il y a des risques pour la sécurité, souligne encore Yvan Perrin, cela démontrera que nos craintes étaient justifiées.»

Reste à savoir si ce résultat ne risque pas d'accentuer les divergences qui s'expriment parfois entre l'aile traditionnelle de l'UDC et celle dite économique. Voire provoquer des réglemements de compte à l'interne. «Car cette initiative, reconnaît un élu, peut nuire à notre économie.»

Membre du comité de l'Union suisse des arts et métiers (USAM) et du comité de soutien à l'initiative, Jean-François Rime maintient que le oui d'hier permet «de fixer un certain nombre de règles». Pourtant, si le parti risque de s'unir à nouveau autour de l'initiative pour l'expulsion des délinquants étrangers, soumise au peuple l'an prochain, nul doute que ce lundi, sous la Coupole, certains UDC auront une petite mine.

Valentine Zubler, Berne

## «Les minarets n'auront été qu'une excuse»

Au sein de l'association culturelle des femmes musulmanes, à La Chaux-de-Fonds, la tristesse et l'amertume dominent. Reportage

Une grande tristesse. Mais pas de colère. Un chagrin digne, dimanche au «Pod 109» à La Chaux-de-Fonds, au siège de l'Institut culturel des femmes musulmanes de Suisse que dirige Nadia Karmous. Elles sont trois, puis huit et une vingtaine vers 15 heures à se retrouver. Elles ont apporté des friandises. Elles accueillent les

journalistes avec cordialité. On s'installe dans le petit salon.

Un ordinateur est enclenché dans un bureau, mais personne ne se précipite pour connaître le détail des résultats. La radio a été arrêtée. Très vite, l'issue du scrutin ne fait plus de doute. Alors, les femmes musulmanes ravalent leur amertume. Leurs enfants continuent de courir dans le couloir.

«J'étais persuadée que l'initiative serait rejetée, ne serait-ce que par intérêts économiques», explique Evelynne Jerad. «J'espère que les riches musulmans se souviendront de ce dimanche 29 novembre», s'empare sa voisine, Khadija Maf-

tah. Elle se ravise: «Je souhaite que personne ne réagisse à la bêtise de cette votation par d'autres bêtises.» «Les minarets n'auront donc été qu'une excuse pour rejeter les musulmans», déplore Daniela Torres, qui ne porte pas le voile.

### «Nous devons être interpellés»

Impression générale: la majorité a voté «par ignorance et par peur». Ce que ne comprend pas Nabila Benrli, Algérienne voilée, installée à La Chaux-de-Fonds depuis le mois d'août, qui a découvert «un pays où les gens sont gentils». «On a confondu islamistes et musulmans», tonne Khadija Maf-

tah.

Entre les coups de fil «qui viennent de partout», Nadia Karmous raconte qu'elle s'attendait à une telle issue «ou à ce que ce soit très serré». Et d'ajouter à quel point son association s'applique à intégrer les musulmans. «Sans cacher qu'ici, au Pod 109, on est spirituellement marqué par l'islam. On y vient pour se rencontrer, se former et prier.» Il y avait 700 personnes pour la prière, vendredi, malgré l'absence de mosquée.

«Cette initiative est un échec flagrant pour l'intégration», déplore Nadia Karmous. Elle provoquera le «retranchement» de certains musulmans. «On me dit déjà



que nos efforts n'auront servi à rien. Ce résultat donne raison aux intégristes, qui n'ont pas besoin de minarets.»

La présidente s'en prend aux initiants: «C'est une lâcheté de manipuler les peurs des gens. Certes, des politiciens ont appelé à voter

non, mais j'aurais souhaité une campagne aussi forte que celle de l'UDC pour le rejet de l'initiative. Je suis déçue de ne pas avoir pu faire quelque chose.»

Plus tard, elle lance: «Nous, les musulmans, devons être interpellés sur l'image que nous donnons

de nous. Il nous appartient de mieux nous faire connaître. Expliquer comment nous pratiquons notre religion, montrer que les peurs exprimées n'ont pas de raison d'être.»

Etonnamment, les musulmanes de La Chaux-de-Fonds s'in-

quiètent pour l'image de la Suisse. «Ça me fait mal pour mon pays», dit la présidente. D'autres femmes, Suissesses, reprennent la formule. Les gâteaux disposés sur la table ont du mal à trouver preneuses. «Il y a de quoi avoir l'appétit coupé», note l'une d'elles. **Serge Jubin**



PABLO FERNANDEZ

*Daniella Torres vient de revêtir un voile pour la prière. Malgré l'absence de mosquée, les fidèles se retrouvent tous les vendredis au «Pod 109».*

LA CHAUX-DE-FONDS,  
29 NOVEMBRE 2009